

REPONSES AUX DEMANDES DE CLARIFICATION

SECTION I : INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

D. Soumission des offres

17. Offre technique

17.1.7. La copie des états financiers vérifiés des deux (2) dernières années.

Faut-il alors faire certifier les états financiers par un expert ou le visa de l'administration fiscale, preuve du dépôt des états financiers est suffisante ?

Réponse : Les deux formules marchent (visa par l'administration fiscale ou certification par un expert)

SECTION II - ANNEXE A : INSTRUCTIONS POUR PREPARER L'OFFRE TECHNIQUE

9. L'UNFPA demande aux Soumissionnaires de joindre à leur offre les informations relatives à leurs politiques environnementales et sociales, ainsi que toute documentation afférente.

Que comprendre par cette phrase ?

Réponse : L'UNFPA cherche à réduire l'impact environnemental de ses opérations, à promouvoir une bonne gestion de l'environnement, à favoriser la protection de l'environnement et à soutenir le développement durable en intégrant les facteurs de performance environnementale dans le processus de prise de décision en matière de passation de marchés. Grâce à ces principes, l'UNFPA est en mesure d'influer sur la demande de « biens et services à privilégier du point de vue environnemental » et sur la capacité des entreprises à répondre à l'usage croissant des normes environnementales sur le marché mondial.

Toutefois, les considérations environnementales ne constituent pas des critères exclusifs de la prise de décision ou des actions de l'UNFPA en matière d'approvisionnement. Ces considérations sont examinées dans le respect des principes de l'UNFPA en matière de passations de marchés.

SECTION V : EXIGENCES DE QUALIFICATION DU FOURNISSEUR

4. Stabilité financière

4.2. Justificatif attestant que le soumissionnaire a mené à bien, au cours des cinq dernières années, au moins un contrat similaire de fourniture de services correspondant à l'appel d'offres.

5. Expérience et capacité technique

- Le soumissionnaire doit avoir fourni des services similaires aux Nations Unies ou à d'autres organisations similaires de manière satisfaisante au cours des trois dernières années, et les services ne doivent avoir fait l'objet d'aucun rapport de performance négatif.
- Preuves qu'un système d'assurance qualité est en place.

N'y a-t-il pas une contradiction entre le point 4.2 et le premier point du paragraphe relatif aux expériences (tantôt cinq ans, tantôt trois ans) ?

Nous confirmons qu'il n'y a pas de contradiction entre le point 4.2 et le premier point du paragraphe relatif aux expériences.

Enfin, faut-il un système formel d'assurance-qualité avec à l'appui, un certificat de qualité, ou le consultant peut-il décrire sa stratégie de contrôle de qualité des extrants ?

Il vous est demandé la preuve qu'un système d'assurance qualité est en place dans votre organisation. Il vous appartient d'apporter la preuve de votre système d'assurance qualité.